Pressions sur les terres. Devenir des agricultures paysannes (Alternatives Sud 17)

Louvain-la-Neuve, Éditions Syllepse, 2010, 212 p.

Fabien Gaveau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9462>

DOI : 10.4000/etudesrurales.9462

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2011

Référence électronique

Fabien Gaveau, « Pressions sur les terres. Devenir des agricultures paysannes (Alternatives Sud 17) », *Études rurales* [En ligne], 187 | 2011, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 24 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9462> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.9462>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Pressions sur les terres. Devenir des agricultures paysannes (Alternatives Sud 17)

Louvain-la-Neuve, Éditions Syllepse, 2010, 212 p.

Fabien Gaveau

Pressions sur les terres. Devenir des agricultures paysannes (Alternatives Sud 17). Louvain-la-Neuve, Éditions Syllepse, 2010, 212 p.

- 1 Décryptant depuis une quinzaine d'années l'actualité du développement, *Alternatives Sud* se penche sur le devenir des agricultures paysannes dans un contexte de pressions accrues sur les terres. Un éditorial de Laurent Delcour ouvre le volume, qui réunit des articles d'économistes, de chercheurs et de consultants. L'ouvrage est d'autant plus intéressant qu'il exprime les analyses d'auteurs issus des pays du Sud qui, justement, sont violemment confrontés à la question du foncier.
- 2 Considérant la crise alimentaire de 2007 et 2008, les auteurs estiment que ce qui est en cause, ce ne sont ni les volumes produits, suffisants pour nourrir la planète, ni la désorganisation des circuits de distribution, mais l'usage actuel des terres agricoles.
- 3 Ces terres sont aujourd'hui l'objet de projets miniers, de cultures d'exportation (comme au Pérou, étudié par Paulo Vilca), de production d'agrocarburants (comme au Guatemala, étudié par Laura Hurtado) ou de politiques de concession à des capitaux étrangers.
- 4 Des codes de bonne conduite, présentés par Saturnio Bonas Jr. et Jennifer Franco, sont imaginés par les instances internationales pour garantir des droits aux populations dont les terres sont convoitées. Toutefois ces codes sont difficiles à définir et à faire respecter.

- 5 Dans ce contexte, des paysans se mobilisent, ce que présente Eric Holt-Giménez à travers les exemples de *Campesino a campesino*, un mouvement d'entraide latino-américain, et *Via Campesina*, une ONG.
- 6 Nicholas Chinnappan, pour sa part, relate le combat d'hommes et de femmes des basses castes et des hors-castes de l'Union indienne. Tous revendiquent des terres qui leur avaient été confiées par les autorités britanniques mais que les grands propriétaires, maîtres de l'appareil d'État, ont reprises depuis l'indépendance.
- 7 Mary Wandia, militante féministe kenyane, revient sur la place des femmes dans la production vivrière. Elle note que la prise en compte de leur rôle dans la production agricole permettrait de repenser les modalités de la modernisation des agricultures africaines.
- 8 Les élites politiques des pays du Sud sont généralement convaincues des bienfaits de l'agrobusiness et des concessions foncières pour ce qui est du développement. Leur engagement intéressé suscite de fortes tensions dans des pays où la paix civile est déjà bien fragile.
- 9 À Madagascar, d'après André Teyssier, Landry Ramarojohn et Rivo Andrianirina-Ratsialonana, la chute du président Ravalomanana peut se lire de la même façon.
- 10 Au Pérou et au Guatemala, des communautés refusent d'abandonner leurs terres aux palmiers à huile et aux agrocarburants. Elles rejettent également la présence de concessions minières et pétrolières sur leurs terres ancestrales.
- 11 Certains gouvernements dissimulent ces choix effectués aux dépens des populations, comme en Éthiopie. Genet Mersha explique que les concessions agricoles s'y sont multipliées depuis 2004 en faveur de la Chine et de l'Arabie Saoudite. Confrontées aux limites d'une forme de développement socialiste, les autorités, corrompues, s'en remettent au marché mondial sans tenir compte des populations.
- 12 Au fond, un peu partout sur la planète, l'intégration aux rouages économiques mondiaux prime désormais sur les intérêts des populations paysannes.
- 13 Sam Moyo, qui dirige l'*African Institute for Agrarian Studies* à Harare, montre l'échec des États de l'Afrique australe à moderniser le secteur agricole. Il incrimine le dynamisme de l'économie sud-africaine : en effet, la croissance de ce poids lourd de la région offre des perspectives d'emploi à des migrants de la pauvreté. Dans les zones de départ, la crise des agricultures vivrières s'intensifie et fait ressortir l'absence de politique de développement agricole. Le lecteur ne peut s'empêcher d'ajouter à ce tableau que les réformes agraires violentes engagées contre les grands propriétaires ont accentué les difficultés des États, comme dans le Zimbabwe de Robert Mugabe.
- 14 L'un des axes les plus stimulants de l'ouvrage tient à l'approche qui est proposée de ce nouveau marché foncier international, dont l'essor est sous-tendu par l'idée que l'agrobusiness assurera la modernisation économique et sociale. La terre, elle, devient une simple marchandise.
- 15 Or, ce postulat ne garantit pas la résolution des difficultés nationales. Pire, en oubliant que la terre a une valeur symbolique et culturelle, les pouvoirs entretiennent la contestation. En revanche, la modernisation des agricultures paysannes, possible à moindres frais, n'est guère envisagée.
- 16 Le développement peut-il se faire à l'encontre de ceux qui sont censés en bénéficier ? La modernité justifie-t-elle d'importer la nourriture quand il est possible de la produire

sur place ? Implique-t-elle ipso facto la disparition des paysans ? Telles sont quelques-unes des questions soulevées ici et qu'il faudrait mettre en relation avec le travail de Silvia Pérez-Vitoria, dont nous rendons compte dans ce numéro.